

Le Fugeret

Fichier de police « piraté » : nouvelle mise en examen

Troisième mise en examen au Fugeret (Alpes-de-Haute-Provence) dans l'affaire, aux accents de Clochemerle, de piratage d'un fichier de police. Après André Pesce, maire de ce village aux portes des Alpes-Maritimes et un ex-policier niçois (*voir nos éditions du 19 février 2010*) c'est au tour du frère de l'élu, Jean-Louis Pesce, d'être poursuivi.

En pleine réunion de la société locale de chasse, ce dernier est suspecté d'avoir exhibé la fiche Stic (recensant un port d'arme et des coups et blessures) d'un opposant à la municipalité, Roger Fantéï. Jean-Louis Pesce nie avoir détenu ce document réservé aux seuls enquêteurs et magistrats. « *Il n'en a même pas eu connaissance* » affirme son avocate niçoise, M^e Tina Colombani.

Au départ, les relations étaient bonnes entre le

maire et Roger Fantéï, tous deux chasseurs. Mais sur fond de rivalités internes et de permis de construire refusés, elles s'étaient brusquement dégradées. Des bruits avaient alors circulé sur le passé judiciaire de l'administré avant qu'à titre de preuve sa fiche Stic ne soit montrée. Qui avait fourni le document confidentiel ? Désigné par l'Inspection générale de la police nationale, le brigadier-chef à la retraite Serge Attagnant se dit innocent. Le maire et son frère rejettent également toute responsabilité.

Le trio sera-t-il renvoyé en correctionnelle par le juge niçois Christian Guéry qui vient de clôturer son instruction ? Roger Fantéï n'en doute pas, comme son avocat M^e Sylvain Pont. « *L'état judiciaire, commente ce dernier, se resserre autour des personnes visées dans notre plainte.* »